

Abolition du financement du clergé demandée

LUXEMBOURG - L'AHA (Allianz vun Humanisten Atheisten & Agnostiker) a envoyé aux Députés de la Chambre un questionnaire sur la laïcité en amont du débat parlementaire prévu mardi 7 juin.



Laurent Schley, président de l'AHA. (photo: Editpress)

L'AHA (Allianz vun Humanisten Atheisten & Agnostiker) avait déjà défrayé la chronique avec une [campagne d'affichage](#) de bus au Luxembourg prônant la séparation de l'État et de l'Église «Net reliés? Stéi dozou!» (Non-religieux? Montre-le!).

L'association a maintenant relancé la question en envoyant en date du 19 avril une lettre aux 60 députés. Cette lettre transmet trois questions: une première sur la réforme des «relations financières entre l'État et l'Église», une seconde sur la liberté citoyenne de «décider de subventionner une communauté religieuse ou non», et enfin une troisième concernant l'éducation religieuse à l'école. Un questionnaire adressé aux députés en amont d'un débat sur le sujet programmé à la Chambre pour le mardi 7 juin.

Les réponses des Députés et des partis de la Chambre dans le détail

La Chambre des Députés et la répartition des sièges

26 CSV
13 LSAP
9 DP
7 Déi Gréng
4 ADR
1 Déi Lenk

Des solutions adéquates à l'évolution de la société

Selon le communiqué de presse transmis par l'AHA, le sondage réalisé auprès des députés de la Chambre révèle qu'une majorité serait favorable à une réforme. Ainsi le LSAP répond par [courrier](#): «L'abolition du financement des traitements et pensions du clergé, nécessite une révision de la Constitution qui requiert une majorité de deux tiers du Parlement».

Un son de cloche relayé par le DP et ses huit députés qui répondent également par [courrier](#): «Nous attendons du débat parlementaire sur le même sujet à la Chambre des députés une discussion objective et des propositions de solutions adéquates à l'évolution de la société au Luxembourg».

Le CSV isolé sur la question

Pour Déi Gréng (7 députés), «une réforme des rapports entre l'État et l'Église au Luxembourg est urgente». Le parti [informe](#) que cette thématique sera portée par les Verts luxembourgeois au sein de la campagne électorale pour les élections communales. «La réalité de la société contemporaine doit également se refléter dans l'offre de services publics pour des personnes n'appartenant à aucune

communauté religieuse».

Deux des quatre députés de l'ADR ont également répondu par l'affirmative au questionnaire adressé par l'AHA, qui déplore qu'aucun député du CSV n'ait daigné participer. Pour Laurent Schley, président de l'AHA, le CSV est isolé sur la question au Parlement. Mais le jeu des voix de la majorité lui permet de maintenir son emprise pour un statu-quo sur la question.

L'essentiel Online